

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 29/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Groupe SIAT Urmatt**

ZA de la Forêt

67280 URMATT

Code AIOT : 0006701554

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement Groupe SIAT Urmatt implanté ZA de la Forêt - 67280 URMATT. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisé dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Groupe SIAT Urmatt
- ZA de la Forêt - 67280 URMATT
- Code AIOT : 0006701554
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Oui

La société exploite une scierie comprenant en outre une installation de traitement de bois, une installation de fabrication de pellets et une chaudière biomasse.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les installations de traitement de bois ;
- la surveillance des eaux souterraines ;
- la surveillance des eaux superficielles.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 7.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Prévention du vieillissement des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 4 - 5 - 6 et 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Etiquetages des substances	Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 7.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Analyse et transmission des résultats d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 <sup>er</sup>	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 1	/	Sans objet
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 7.5.3	/	Sans objet
6	Stockage de bois traité	Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 18.2.2	/	Sans objet
7	Transports, chargements, déchargements	Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 7.5.7	/	Sans objet
8	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 9.2.4	/	Sans objet
9	Suivi de la surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 9.2.4	/	Sans objet
10	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 9.2.3.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

#### Non conformités :

- Il n'y a pas de consigne formalisée des vérifications à réaliser ;
- Les dispositions ministérielles en vue de la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements ne sont pas respectées ;
- Les bacs de trempage ne portent pas chacun la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des

- substances et préparations chimiques dangereuses ;
- L'exploitant ne transmet pas ses résultats d'autosurveillance via l'application GIDAF.

#### Observations, questions :

Aucun des autoclaves autorisés n'est aujourd'hui exploité. Il est souhaitable, comme s'y est engagé l'exploitant, que préalablement à la mise en place de ces équipements, l'inspection en soit avisée.

L'étanchéité des sols où coule la solution de traitement provenant des lots en ressuyage ainsi que l'étanchéité de la fosse de rétention ("cave") qui les collecte et qui sert aussi de confinement en cas de fuite au dépotage, ne sont pas établies.

La fosse de rétention (« cave ») est équipée d'un avaloir dont il est attendu que l'exploitant explique la présence (utilité, raccordement).

Il ressort des déclarations de l'exploitant que des lots de bois sont stockés sur l'aire extérieure voisine du hall de traitement seulement trois heures après leur sortie du bac, alors que la notice technique du produit biocide utilisé, recommande, jusqu'à séchage des surfaces (« minimum 4 heures ») de stocker le bois de manière à éviter tout délavage. Cette pratique augmente notablement le risque de pollution liée au délavage des substances biocides.

Des informations sont attendues sur le capteur de niveau haut du réservoir de concentré et sur le dispositif d'alarme qui doit y être asservi.

Il convient que l'exploitant vérifie l'exactitude des données concernant les informations de la cartographie de la BSS. La création ou l'abandon de piézomètre est à déclarer à la BSS.

En cas d'abandon définitif, un piézomètre doit être remis en état en référence à l'arrêté ministériel du 11/09/2003.

## **2-4) Fiches de constats**

### **N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont entre autre autorisées au titre des rubriques : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2415 -1 : Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés ;</li> <li>• 3700 : Préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques;</li> <li>• 4510-1 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  A ce stade, aucun autoclave n'est exploité.  Seuls sept bacs de trempage à visée insecticide et fongicide sont utilisés dans un bâtiment couvert dédié. Ces bacs sont alimentés pour la correction de la teneur en produits actifs par une citerne de 25 m <sup>3</sup> de concentré et un système automatisé. Un 8 <sup>ème</sup> bac, de colorant rouge sans biocides, est aussi présent.  En utilisant le coefficient de remplissage de 68 % de chaque bac, obtenu en vérifiant la hauteur de liquide dans deux d'entre eux situé dans l'atelier et en intégrant le bac de concentré et d'éventuels GRV (Grand Récipient Vrac) de concentré, la quantité limite fixée par l'arrêté préfectoral au titre de la rubrique 4510 n'est pas dépassée.

L'exploitant précise que si des autoclaves devaient un jour être mis en service, un dossier préalable serait soumis à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

## N° 2 : Organisation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 7.5.1

Thème(s) : Produits chimiques, produits chimiques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

### Prescription contrôlée :

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Constats :

Interrogé à ce sujet l'exploitant n'a pu présenter de consigne.

Il a produit une fiche de suivi rendant compte des constats effectués lors des vérifications de l'installation. Cette fiche, correspondant au dernier trimestre (semaines 41 à 52) est intitulée «Planning maintenance préventive des bacs de traitement Urmatt année 2022 ». La fiche comporte 8 points de vérification dont :

- absence de produit de traitement dans les bacs de rétention ;
- contrôle visuel des bacs de rétention ;
- absence d'eau à la cave ;
- contrôle visuel d'absence de fuite d'huile hydraulique ;
- vérification du niveau d'huile des groupes hydrauliques.

Les autres points concernent des vérifications de l'état des paniers de trempage et de la concentration des bains.

Les informations renseignées sont sommaires et incompréhensibles pour les personnes autres que le rédacteur.

Suite aux explications de l'exploitant, il en est déduit que le bac n° 1, le plus grand (identifié « n° 7 » dans certains documents transmis précédemment par l'exploitant mais portant bien une pancarte « 1 » dans l'atelier), contenant plus de 30 m<sup>3</sup> de solution biocide, présente des fuites depuis plusieurs semaines. Ce bac a finalement été vidangé, deux jours avant la visite d'après les déclarations de l'exploitant.

Il est à noter que d'après la fiche 5 bacs présentent depuis plusieurs semaines des fuites d'huile hydraulique (tandis qu'en même temps leur niveau d'huile est bon).

En effet, la visite sur place montre des traces de corrosion sur le bac n°1, des points de fuite et des restes de coulures au sol dans la rétention globale («cave») de l'atelier. Au contraire des autres bacs installés dans des cuvettes de rétention individuelles métalliques, le n° 1, est à double paroi. Les deux parois sont percées.

De l'huile surnageante est aussi visible dans le puisard de la «cave».

Il n'a pas été présenté de registre des opérations d'entretien et de vidange des rétentions. Lors de la visite, il est apparu que les bacs de rétention associés à certains bacs contenait du liquide.



L'exploitant a expliqué que les opérations de maintenance ne font pas l'objet de fiches.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Prévention du vieillissement des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 4 - 5 - 6 et 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, plan de modernisation des installations industrielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dispositions concernant l'état initial des équipements, la définition d'un programme de surveillance et les visites périodiques en conséquence des articles 4, 5 et 6 de l'arrêté ministériel.</p> <p>Article 8 : [...] Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'état initial de l'équipement ;</li> <li>• la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;</li> <li>• les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;</li> <li>• les interventions éventuellement menées [...].</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation de traitement du bois comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un réservoir atmosphérique cylindrique vertical de 25 m<sup>3</sup> de concentré de traitement insecticide et fongicide du bois classifié H400/H410 et sa capacité de rétention ;</li> <li>• 7 cuves (capacités) de traitement insecticide et fongicide du bois contenant respectivement entre 13 et 33 m<sup>3</sup> de solution classifiée H400, H410.</li> </ul> <p>Or, les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 (relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation) sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les mentions de danger H400 ou H410.</p> <p>De même, les dispositions de l'article 5 de cet arrêté s'opposent aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les mentions de danger H400, H410.</p> <p><b>Des états initiaux, des programmes d'inspection, des visites périodiques doivent donc être réalisés pour les bacs de trempage et le réservoir de concentré</b> (ainsi que sa rétention associée, article 6).</p> <p>Pour chaque équipement, le dossier prescrit à l'article 8 de l'arrêté ministériel doit être tenu.</p> <p>Or, l'exploitant n'a produit, pour justifier de la surveillance et de l'entretien de ses équipements, que la fiche de suivi mentionnée au point de contrôle précédent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois
--------------------------------

#### N° 4 : Etiquetages des substances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
<b>Constats :</b>  Le réservoir de produit de traitement du bois (concentré) comporte l'étiquetage fixé à l'article ci-dessus. Les bacs de traitement de bois contiennent des produits dangereux et leur volume est supérieur à 800 litres. Les bacs de traitement ne comportent aucun étiquetage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li><li>• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</li></ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.  Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.  La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.  Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant

notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite [...].

**Constats :**

A part le bac n° 1 qui est à double paroi, tous les bacs de traitement biocides sont dans des cuves métalliques de rétention (certaines contenant du liquide).

L'ensemble des bacs est implanté au-dessus d'une fosse en béton (appelée «cave» par l'exploitant) qui fait office de capacité de rétention des fuites et des eaux polluées en cas d'incendie. Le réservoir cylindrique vertical de 25 m<sup>3</sup> de concentré a sa propre rétention en PEHD. Il est aussi au droit de la «cave».

Cette fosse de rétention a recueilli les coulures du bac fuyard n°1 dont les deux parois sont percées. Elle reçoit, en exploitation normale, les restes de produit de traitement provenant des lots traités placés en ressuyage à proximité. L'écoulement de ces restes sur le sol en béton a été visualisé en visite, de même que les traces jaunes dans la fosse et la présence de liquide dans son puisard.

L'exploitant précise avoir arrêté, depuis 1 an ou deux (sans plus de précision), le lavage à grande eau de l'aire de ressuyage dont les effluents étaient dirigés vers cette fosse («cave») avant d'être évacués.

Ces pratiques sont à mettre en relation avec l'importante pollution des eaux souterraines par les matières actives observée à l'aval de l'atelier où ont été mesurées des teneurs en propiconazole jusqu'à 200 µg/l (120 µg/l au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022).

En effet, l'état des sols pose question. Les informations sur leur étanchéité sont contradictoires, le dossier de réexamen «IED» déposé le 29/09/2022 les présente comme étanche, l'exploitant en visite affirme que le béton n'a pas été traité et propose d'ailleurs de reprendre complètement la zone de ressuyage (proposition sur laquelle l'inspection n'a pas pris position).

La rétention «cave» est aussi équipée d'un avaloir dont il est attendu que l'exploitant explique la présence (utilité, raccordement).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 6 : Stockage de bois traité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 18.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Produits chimiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les stocks de bois traités sont entreposés exclusivement dans ce bâtiment. Cette disposition ne concerne pas les produits affectés sur les aires de préparation de commande qui ne pourront y séjourner que pour une durée maximale d'une semaine.

**Constats :**

Les dispositions de l'article 18.2 de l'arrêté préfectoral du 16/05/2007 n'ont pas été reprises dans les prescriptions qui codifient le fonctionnement de l'installation aujourd'hui. Néanmoins, elles permettent de comprendre le fonctionnement tel qu'il est constaté sur site.

En effet, un important stockage de bois traité existe hors du bâtiment de traitement (pourtant déjà conçu pour en abriter une grande quantité). Ce stockage est régulier si l'on se réfère à l'historique des prescriptions.



Pour pouvoir être stockés à l'extérieur sans risque de pollution, notamment des eaux pluviales, mais aussi par entraînement ou défaut d'étanchéité des sols, des eaux souterraines, les bois doivent être parfaitement secs et le stockage, dans ces conditions, le plus bref possible.

Le procédé de traitement par trempage suppose trois étapes :

- l'immersion dans la solution biocide ;
- l'égouttage sur le bac ;
- le ressuyage dans le hall. Cette étape est celle où le bois égoutté libère encore un peu de solution de traitement qui est récupérée par l'exploitant (voir le point de contrôle sur les capacités de rétention).

Ce ressuyage/séchage serait d'une durée de quatre heures suivant les explications données en salle. Le fabricant du biocide recommande en effet, dans la notice technique du produit, un séchage de quatre heures au minimum.

Or, en interrogeant le responsable logistique, chargé de la station de traitement du bois, l'inspection a appris que des lots étaient couramment sortis du bâtiment après une période de ressuyage de 3 heures seulement.

Le piézomètre 11 ter qui révèle la pollution des eaux souterraines la plus forte et le caniveau de drainage des eaux pluviales jusqu'au point «E» où sont mesurées des teneurs notables en biocides (au-dessus de 10 µg/l) des eaux de ruissellement sont contigus à cette aire de stockage extérieure des bois traités.

Aucune non-conformité ne peut être caractérisée mais il est manifeste que les conditions d'exploitation et d'entreposage extérieur présentent des risques de pollution par délavage de restes de produit biocide.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 7 : Transports, chargements, déchargements

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 7.5.7

**Thème(s) :** Produits chimiques, produits chimiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement [...].

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

**Constats :**

Le produit concentré est livré par camion-citerne de 20 tonnes d'après l'exploitant et le dossier de réexamen qu'il a produit.

Le déchargement vers le réservoir de concentré se fait dans l'atelier, la fosse de rétention («cave») devant assurer la récupération d'une fuite du camion-citerne ou du flexible. Or, comme cela a déjà

été rapporté, le béton de cette fosse, non-traité, pourrait ne pas être étanche. Il en va de même du béton de l'aire où stationne le camion.

Le réservoir de concentré dispose d'une jauge, vue, et d'un capteur de niveau, suivant l'exploitant. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le déclenchement de l'alarme par ce capteur. paterde ce que ce capteur déclenche une alarme.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 8 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 9.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, eaux souterraines

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages Pz2, Pz 4ter, Pz7 bis, Pz8 bis, Pz9 bis, Pz10 Pz11 ter, Pz13 [...].

Sous un délai de trois mois à partir de la notification de l'arrêté, l'exploitant complètera le réseau de surveillance comme défini ci-dessus. La localisation des nouveaux ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 1. La création d'ouvrages de surveillance de seaux souterraines respecte les prescriptions définies en annexe 2. L'exploitant fait inscrire le(ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

**Constats :**

L'exploitant a transmis en amont de la visite, sur demande de l'Inspection, le suivi de l'autosurveillance des eaux souterraines.

Il en ressort les observations suivantes :

- le piézomètre Pz 11 ter ne figure pas sur la cartographie de la BSS (banque du sous-sol) ;
- le numéro de la BSS du piézomètre Pz 13 communiqué par l'exploitant diffère du numéro mentionné sur la cartographie de la BSS ;
- la cartographie de la BSS recense de nombreux piézomètres qui ne sont plus utilisés.

Il convient que l'exploitant vérifie l'exactitude des données par rapport aux informations de la cartographie de la BSS. La création ou l'abandon de piézomètre est à déclarer à la BSS.

Il est rappelé que l'arrêté ministériel du 11/09/2003 fixe les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29/03/1993 modifié, notamment un rapport des travaux.

En cas d'abandon définitif, un piézomètre doit être remis en état en référence à l'arrêté ministériel du 11/09/2003.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 9 : Suivi de la surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 9.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur. L'exploitant fait analyser les paramètres suivants sur l'ensemble des 8 piézomètres du site, avec les fréquences associées.
<b>Constats :</b>  La surveillance est réalisée conformément aux prescriptions.  L'analyse de la surveillance des eaux souterraines montre des concentrations importantes des principales substances biocides utilisées pour la conservation du bois. Ces dépassements sont relevés essentiellement au niveau des piézomètres PZ 4 ter et PZ 11 ter, les concentrations sont supérieures à la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine (0,1 µg/l) depuis plusieurs années.  Les concentrations relevées depuis 2021 : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en Pz 4 ter : varient de 0,31 à 0,8 µg/l. La dernière valeur mesurée en septembre 2022 est de 0,3 µg/l ;</li> <li>• en Pz 11 ter : varient de 77,5 à 240 µg/l au maximum. La dernière valeur mesurée en septembre 2022 est de 120 µg/l.</li> </ul> Ces piézomètres sont situés en aval hydraulique de l'installation de traitement de bois actuelle (11 ter) et de l'ancien emplacement de l'installation de traitement de bois (4 ter). Ces dépassements montrent un impact sur les eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral codificatif du 12/10/2021, article 9.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> <li>• référence du rejet E[...] : <ul style="list-style-type: none"> <li>- paramètres à mesurer : pH, MES, DCO, DBO5, Hydrocarbures totaux, matières actives contenues dans les produits de traitement du bois, y compris celles utilisées dans le traitement autoclave [...];</li> <li>- fréquence de mesure : trimestrielle [...].</li> </ul> </li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'analyse de la surveillance des eaux pluviales montre la présence des principales substances contenues dans les biocides utilisés pour la conservation du bois. Les substances sont relevées essentiellement au niveau du point de rejet E. En 2021, les concentrations relevées varient de 12 à 18 µg/l. Il n'y a pas de valeur limite fixée.

La surveillance de la Bruche réalisée par l'exploitant, en amont et en aval du site montre la présence de propiconazole en aval du site à des concentrations supérieures à l'amont. Ces concentrations restent en général inférieures aux valeurs guides environnementales (VGE = 2 µg/l, si eau non destinée à la production d'eau potable). Un dépassement de la VGE (2,79 µg/l) a été relevé en décembre 2020.

Le rapport de synthèse 2021 indique que des traces de propiconazole et tébuconazole sont constatées dans la rivière, en relation probable avec des activités de traitement de bois.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 11 : Analyse et transmission des résultats d'autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1<sup>er</sup>

**Thème(s) :** Risques chroniques, transmission des informations

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Article 1er de l'arrêté ministériel du 28/04/2014 :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12/10/2021 :

L'exploitant adresse à l'Inspection des installations classées les résultats obtenus dans le cadre de l'autosurveillance dans le mois qui suit leur réception. Dans le cas où les résultats mettent en évidence une dérive ou un dépassement important, l'exploitant les communique dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées.

L'exploitant joint aux résultats de l'autosurveillance un rapport qui présente au minimum l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 9.1, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'Inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

**Constats :**

Aucune déclaration n'a été effectuée par l'exploitant dans l'application GIDAF. La télédéclaration est imposée depuis 2015 par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 28/04/2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les résultats d'analyses ont été transmis en amont de la visite sur demande de l'Inspection qui ne disposait pas des derniers rapports de mesures 2020 et 2021.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois